

Époque formidable ou phénomène passager ?

France Bouthillier

Volume 44, Number 2, April–June 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1032956ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1032956ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (print)

2291-8949 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Bouthillier, F. (1998). Époque formidable ou phénomène passager ?
Documentation et bibliothèques, 44(2), 59–59. <https://doi.org/10.7202/1032956ar>

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Époque formidable ou phénomène passager ?

Est-ce le phénomène El Niño, ou comment expliquer la vague de commissions, de consultations, de politiques et de nouveaux millions qui déferle sur le milieu des bibliothèques depuis l'automne dernier ? Assistons-nous enfin à un renforcement du rôle des bibliothèques dans la société, ou est-ce l'effet de serre qui nous donne du bon temps pour une courte durée ? Après tous les scénarios apocalyptiques sur l'avenir du livre et des bibliothèques que nous avons entendus au cours des dernières années, il faut admettre qu'au Québec on se croirait sur une autre planète, car jamais cet avenir n'a semblé si prometteur !

Après le Colloque sur les bibliothèques publiques l'automne dernier, nous avons eu droit à la Commission sur le projet de Grande Bibliothèque, à un projet de politique sur la lecture en mars 1998, à un sommet sur ce projet en avril, à des consultations tenues par la Ville de Montréal sur le projet de Grande Bibliothèque, à une consultation sur sa localisation organisée par le ministère de la Culture et des Communications en mai, à l'allocation de nouveaux budgets pour l'achat de livres et en prime une politique gouvernementale sur l'autoroute de l'information. Soudainement, il semble que l'on vit une fabuleuse époque pour les bibliothèques publiques et scolaires, en particulier. Pourtant, le gouvernement actuel, en début de mandat en septembre 1995, démarrait cette fabuleuse période avec des compressions de 17% (l'équivalent de 3,7 millions) dans les subventions aux bibliothèques municipales. Quand on connaît aussi les coupures de postes qui ont été faites dans les bibliothèques scolaires, on peut rester sceptique face à ce déferlement de mesures,

alors que dans plusieurs milieux, on cherche désespérément les moyens.

Il est tout à fait légitime de se réjouir en voyant la classe politique se préoccuper des bibliothèques, de lecture et de livres. Mais il faut se rappeler qu'elle a aussi des visées politiques, surtout à la veille d'élections. Quand un gouvernement fait de la défense de la culture québécoise une priorité politique, il est normal qu'il veuille laisser sa marque en matière culturelle. Cependant, les priorités peuvent rapidement changer et ce qui semble acquis aujourd'hui peut être demain remis aux calendes grecques. De plus, dans des secteurs comme les bibliothèques municipales et scolaires, les prises de décision qui affectent la réalité quotidienne de ces organisations se font surtout au niveau local par un conseil municipal ou une commission scolaire, de sorte que des politiques et des consultations gouvernementales, même de nouveaux budgets pour acquérir des livres, n'améliorent pas nécessairement l'accès aux services.

On peut aussi se réjouir de voir le nombre et la diversité d'intervenants qui se sont prononcés sur les projets gouvernementaux depuis plusieurs mois. D'un coup, on se rend compte que la lecture et un projet comme celui de la Grande Bibliothèque fascinent beaucoup de monde. Pourtant, quand une municipalité introduit ou augmente les frais d'inscription à la bibliothèque ou encore diminue ses heures d'ouverture, il n'y a pas foule pour dénoncer ces mesures susceptibles de limiter l'accès à la lecture. Est-ce que cela est en train de changer ou changera avec une politique de la lecture ? On peut espérer ou on peut en douter. Chose certaine, il y a lieu d'être positif vis-à-vis de

l'ensemble des nouveaux développements qui s'annoncent. Mais restons critiques, car des politiques gouvernementales et des budgets supplémentaires, il y en a eu d'autres... et les services de bibliothèques ont connu des améliorations... et des détériorations.

Pour l'heure, nous vous offrons un numéro au contenu varié qui, nous l'espérons, sera source de réflexion.

Yves Tessier nous explique une transformation qui affecte les cartothèques, soit l'avènement de l'information géographique numérique et de la géomatique. Il nous fait part d'une enquête sur le sujet qui révèle dans quelle mesure la géomatique fait partie du paysage technologique dans les bibliothèques. Martin Poirier fait état de la mise en place d'une base de notices bibliographiques dans un contexte particulier, soit l'Institut de Recherche et Coordination Acoustique/Musique à Paris. Son article fait ressortir de manière intéressante les contraintes et les dilemmes qui bien souvent bousculent les règles et les principes de classification, lesquels ne sont pas toujours parfaitement applicables pour diverses raisons. Paulette Bernhard et Chantal Brodeur relatent une expérience visant à évaluer comment les enfants utilisent le multimédia pour la recherche d'information, sujet pertinent à l'heure d'une politique de la lecture. Enfin, vous trouverez, en guise de chronique, un compte rendu de Réjean Savard du Colloque sur les bibliothèques publiques tenu l'automne dernier à Québec. Ces textes nous confirment que ça bouge dans le domaine de la documentation et de l'information, et ce, dans tous les secteurs.

France Bouthillier